



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.589/2/V
du 25 août 2014

advies 56.589/2/V
van 25 augustus 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal
'organisant la gestion
administrative et financière du
Service de l'État à gestion
séparée Service central de
Traduction allemande'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot organisatie van het
administratief en financieel
beheer van de Staatsdienst met
afzonderlijk beheer Centrale
Dienst voor Duitse
Vertalingen'

Le 18 juillet 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 2 septembre 2014 sur un projet d'arrêté royal 'organisant la gestion administrative et financière du Service de l'État à gestion séparée Service central de Traduction allemande'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 25 août 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 août 2014.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 18 juli 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister et Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 2 september 2014 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot organisatie van het administratief en financieel beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer Centrale Dienst voor Duitse Vertalingen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 25 augustus 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 augustus 2014.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

En vertu de l'article 140, alinéa 1^{er}, des lois 'sur la comptabilité de l'État', coordonnées le 17 juillet 1991, les services de l'État dont la gestion est séparée sont soumis aux dispositions à fixer par le Roi, sur la proposition des ministres dont ces services relèvent et du Ministre des Finances. L'article 140, alinéa 2, des lois coordonnées énumère les matières qui doivent être réglées par ces dispositions.

Pour ce qui n'est pas couvert par ces dispositions, c'est aussi au Roi qu'il appartient de régler les attributions, l'organisation et le fonctionnement des services érigés en services à gestion séparée puisqu'il s'agit de services du pouvoir exécutif, auxquels s'appliquent les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution et dont la gestion ne se distingue de celle des autres services de l'administration générale que sur le plan de la technique budgétaire et comptable.

Certaines dispositions de l'arrêté en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 74, alinéa 3, de la loi du 15 juin 2006 'relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services', qui habilite le Roi à fixer les limites des délégations accordées au fonctionnaire dirigeant (ordonnateur).

Par conséquent, le préambule sera complété par un alinéa 1^{er} nouveau qui fera référence aux articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution. L'alinéa 3 du préambule sera complété par les mots « , article 74, alinéa 3 ».

Il conviendra également de mentionner dans un nouvel alinéa, inséré entre les alinéas 5 et 6 du préambule, l'arrêté royal du 26 janvier 1998 'fixant le montant des rétributions auxquelles peuvent donner lieu les prestations effectuées par les services du commissaire

d'arrondissement compétent pour la région de langue allemande', qui est abrogé par l'article 29 du projet.

Enfin, les alinéas 2, 4, 6 et 7 du préambule seront omis.

DISPOSITIF

Article 4

L'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, e), du projet octroie la qualité de membre du comité de gestion avec voix délibérative au « secrétaire général du Ministère de la Communauté germanophone, ou son remplaçant ».

En vertu de l'article 92^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Communauté germanophone par l'article 55^{bis} de la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone', la représentation de la Communauté germanophone dans l'organe de gestion d'une institution ou organisme national doit faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Le principe de l'autonomie respective de l'État fédéral, des communautés et des régions s'oppose en effet à ce qu'une entité fédérale ou fédérée prévoie unilatéralement la participation obligatoire d'une instance relevant d'un autre niveau de pouvoir dans la composition des organes qu'elle institue.

Sauf à rendre la présence au comité de gestion de ce représentant de la Communauté germanophone purement facultative dans le chef de celle-ci, ce qui implique également que sa présence ou non ne soit pas prise en compte pour le quorum de présence prévu à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, du projet, l'article 4 du projet doit donc faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Article 5

Le 5^o prévoit que le comité de gestion est notamment chargé d'« approuver [...] le compte d'exécution du budget et les comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé ».

À l'instar du 2^o qui charge le comité de gestion d'« approuver le projet de budget annuel », il y a lieu de charger également le même comité d'« approuver avant le 31 mars de chaque année le projet du compte d'exécution du budget, et les comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé ; ».

Article 15

Il n'appartient pas au Roi de présumer de l'identification de l'allocation de base à charge de laquelle sera imputée, le cas échéant, la dotation annuelle octroyée au SCTA pour couvrir ses frais. Cette mention doit être omise.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Krachtens artikel 140, eerste lid, van de wetten ‘op de Rijkscomptabiliteit’, gecoördineerd op 17 juli 1991, gelden voor de staatsdiensten met afzonderlijk beheer de bepalingen vast te stellen door de Koning, op voordracht van de ministers onder wie deze diensten ressorteren en van de minister van Financiën. In het tweede lid van artikel 140 van de gecoördineerde wetten worden de aangelegenheden opgesomd die bij die bepalingen geregeld moeten worden.

Wat de aangelegenheden betreft die niet bij die bepalingen worden geregeld, staat het eveneens aan de Koning om de bevoegdheden, de organisatie en de werking te regelen van de diensten die als diensten met afzonderlijk beheer zijn opgericht, aangezien het gaat om diensten van de uitvoerende macht, waarop de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet van toepassing zijn en waarvan het beheer alleen op het begrotings- en comptabiliteitstechnische vlak gescheiden is van het beheer van de overige diensten van algemeen bestuur.

Sommige bepalingen van het ontworpen besluit vinden hun rechtsgrond in het derde lid van artikel 74 van de wet van 15 juni 2006 ‘overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten’, waarbij de Koning gemachtigd wordt de grenzen te bepalen van de bevoegdheden die worden overgedragen aan de leidend ambtenaar (ordonnateur).

De aanhef dient bijgevolg aangevuld te worden met een nieuw eerste lid waarin verwezen wordt naar de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet. Het derde lid van de aanhef dient aangevuld te worden met de woorden “, artikel 74, derde lid”.

Het is eveneens aangewezen in een nieuw lid, dat ingevoegd wordt tussen het vijfde en het zesde lid van de aanhef, melding te maken van het koninklijk besluit van 26 januari 1998 ‘tot vaststelling van het bedrag van de retributies waartoe de door de diensten van de arrondissementscommissaris die bevoegd is voor het Duitse taalgebied verrichte prestaties aanleiding kunnen geven’, dat opgeheven wordt bij artikel 29 van het ontwerp.

Ten slotte dienen het tweede, het vierde, het zesde en het zevende lid van de aanhef te vervallen.

DISPOSITIEF

Artikel 4

In artikel 4, eerste lid, 1°, e) van het ontwerp wordt aan “de secretaris-generaal van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, of zijn plaatsvervanger” de hoedanigheid van stemgerechtigd lid van het beheerscomité toegekend.

Krachtens artikel 92*ter* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, van toepassing verklaard op de Duitstalige Gemeenschap bij artikel 55*bis* van de wet van 31 december 1983 ‘tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap’, moet de vertegenwoordiging van de Duitstalige Gemeenschap in het beheersorgaan van een nationale instelling of een nationaal organisme geregeld worden bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen met instemming van de regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Het beginsel van de respectieve autonomie van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten staat er immers aan in de weg dat de federale overheid of een deelentiteit eenzijdig voorziet in de verplichte medewerking van een instantie die onder een ander bevoegdheidsniveau ressorteert, bij het samenstellen van de organen die zij opricht.

Tenzij bepaald wordt dat de aanwezigheid in het beheerscomité van die vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap louter facultatief is, hetgeen eveneens impliceert dat zijn aan- of afwezigheid niet meegerekend wordt voor het quorum vastgesteld in artikel 7, § 1, derde lid van het ontwerp, dient artikel 4 van het ontwerp dus uitgevaardigd te worden bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen met instemming van de regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 5

In de bepaling onder 5° staat dat het beheerscomité er inzonderheid mee belast is “[...] de uitvoeringsrekening van de begroting en de vermogensrekeningen van het afgelopen begrotingsjaar goed [te] keuren”.

Naar het voorbeeld van de bepaling onder 2°, die het beheerscomité belast met “de goedkeuring van het jaarlijkse ontwerp van begroting”, dient hetzelfde comité ook belast te worden met “de goedkeuring vóór 31 maart van elk jaar van het ontwerp van de

uitvoeringsrekening van de begroting en de vermogensrekeningen van het afgelopen begrotingsjaar;”.

Artikel 15

De Koning is niet gerechtigd vooruit te lopen op het bepalen van de basisallocatie waarop, in voorkomend geval, de jaarlijkse dotatie zal worden aangerekend die wordt toegekend aan de CDDV om zijn kosten te dekken. Die vermelding dient dus te vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY